



# **La réforme fiscale environnementale (RFE)**

**Incitations et financement pour la  
gestion durable des  
écosystèmes naturels**

J. Klarer, [aequiconsult.com](http://aequiconsult.com)



# Plan de l'exposé:

1. Qu'est-ce que la RFE?
2. Les instruments de RFE
3. Les instruments RFE et la gestion durable des écosystèmes naturels
4. La RFE dans la pratique: Maroc
5. La RFE dans la pratique: Maldives



# Définition (1/2)

**La Réforme de la taxe environnementale (RTE)** est une réforme du système fiscal national consistant en un **glissement du fardeau fiscal** des taxes classiques, par exemple la taxe sur la main-d'œuvre, vers les activités préjudiciables à l'environnement telles que l'utilisation des ressources ou la pollution. Ce sont les **'nuisances'** plutôt que les **'biens'** qui devraient porter le fardeau fiscal et, ce, afin d'envoyer des signaux forts aussi bien aux consommateurs et qu'aux producteurs et d'obtenir, dans une perspective de développement durable, une meilleure répartition de la charge de l'imposition au niveau de tous les compartiments de l'économie. Le bien-fondé économique de cette démarche est qu'en **diminuant les taxes sur la main-d'œuvre ou sur le capital** et en **relevant celles appliquées aux externalités**, on réalise **des gains en bien-être**, ce qui permet d'éviter les activités 'réductrices du bien-être'. Un cas typique du genre consiste à augmenter la taxe sur l'énergie et, dans le même temps, à faire baisser celles appliquées à la main-d'œuvre ou les cotisations à la caisse de retraite publique.



## Définition (2/2)

**La Réforme fiscale écologique (RFE)** est une méthode plus générale qui privilégie non seulement la redistribution de la charge de l'imposition, mais aussi **la réforme des subventions à visée économique dont certaines sont préjudiciables à l'environnement** et dont l'existence ne se justifie certainement plus. Par rapport à la RTE, la RFE est d'apparition plus récente, et elle offre davantage de possibilités d'obtenir des avancées.

Source: EEA 2005



## La RFE: un instrument d'appui à la mise en œuvre des principes d'action environnementaux clés

- Principe du pollueur payeur
- Principe de l'utilisateur payeur
- Principe du développement durable
- Principes de prévention et de précaution
- Instruments modernes intégrés de prévention et de lutte contre la pollution
- Promotion des écotecnologies, des éco-industries et des innovations technologiques



# L'économie verte et la RFE

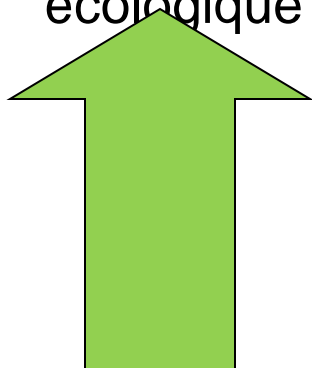
La RFE peut être une stratégie majeure de verdissement de l'économie, un concept qui, de nos jours, figure au premier rang des préoccupations des pouvoirs publics:

- La Stratégie de croissance verte de l'OCDE
- L'Initiative pour une économie verte du PNUE
- Les plans d'action PAET et SCP de l'Union européenne
- L'“Économie verte” est le thème central qui sera débattu lors du Sommet Rio+20 qui doit se tenir en 2012 à Rio de Janeiro
- La concentration des actions et moyens politiques de l'UNESCAP en matière de croissance verte dans la région Asie-Pacifique ([www.greengrowth.org/](http://www.greengrowth.org/))
- Les Objectifs du Millénaire pour le développement



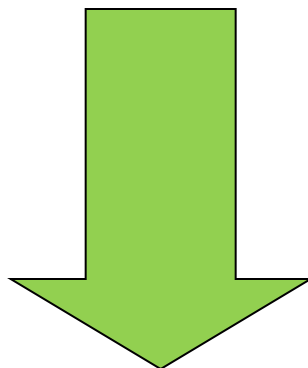
# Taxer les 'nuisances' et non les 'biens' et réformer les subventions

Réalisation de gains en bien-être en recourant à la Réforme de la taxe environnementale (RTE) et à la Réforme fiscale écologique (RFE)



Augmentation des taxes ou instauration de nouvelles taxes sur les produits et les services sources de coûts 'externes', par exemple la taxe sur l'énergie.

Augmentation des subventions environnementales.



Réduction des taxes sur la main-d'œuvre, le capital et la consommation durable.

Réforme des subventions préjudiciables à l'environnement.

**La RFE peut se traduire par ...:**

- .. une baisse générale du fardeau fiscal
- .. l'absence d'impact sur le fardeau fiscal ('sans incidence sur les recettes')
- .. une plus forte charge fiscale (favorisant des dépenses publiques plus élevées)



# La RFE: Résultats potentiels choisis

**...sous réserve d'une conception et d'une  
exécution rationnelles...**

welfare gains - greener economy

environment

economy

social

less pollution  
and waste

better resource  
efficiency

lower  
externalities,  
internalized  
externalities

technological  
modernization,  
innovation

improved fiscal  
system, less  
market  
distortions

lower work  
cost, higher  
employment

poverty  
alleviation





# RFE “générale” vs. RFE “partielle”

- Jusque-là, moins d’une douzaine de pays européens ont mis en œuvre une RFE “générale” complexe telle que définie plus haut.
- Cependant, la plupart des pays ont eu à utiliser des instruments de RFE pris isolément – dans ces cas, on pourrait parler de RFE “partielle”. Le plus souvent, dans ces cas, le but recherché n’est pas de réformer ou de “verdir” le système fiscal, mais de remédier de manière économique à un problème environnemental précis.



# Aperçu des instruments de RFE (1/2)

- **Les écotaxes et les redevances environnementales** prélevées par exemple sur les émissions (CO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>), les effluents aqueux, l'exploitation des ressources en eau, l'énergie (par exemple les carburants et le soufre qu'ils contiennent), le transport (trafic annuel, immatriculation / importations de véhicules, émissions automobiles, cylindrées des véhicules), décharges et/ou incinération, ressources (matières premières, minerais), produits préjudiciables à l'environnement (matériel d'emballage, pneus, pesticides, batteries, etc.)
- **Autres instruments fiscaux** tels que les droits différentiels sur les importations, le taux différencié de la TVA, l'amortissement accéléré, etc.
- **Les échanges de droits d'émission** qui peuvent permettre de s'assurer globalement de l'atteinte d'un objectif grâce à l'attribution et à l'échange de quotas d'émission
- **Les subventions écologiques** telles que l'aide aux investissements, les prêts concessionnels, les intérêts bonifiés et les prises de participation au capital en faveur d'investissements d'appui à la mise en œuvre de la politique environnementale ou à l'adoption ou l'intégration d'écotechnologies, etc.



# Aperçu des instruments de RFE (2/2)

- **La réforme des subventions préjudiciables à l'environnement**, par exemple celles qui ont été mises en place à des fins autres que la politique environnementale mais qui, en fait, contrecarrent celle-ci ou encouragent des pratiques environnementales malsaines
- **La passation de marchés publics écologiques** qui peut imprimer une impulsion à l'intégration d'écotechnologies et promouvoir les éco-industries en tenant compte de critères de durabilité dans les prises de décisions en matière d'achat
- Les mesures visant à **“verdir” les processus d'élaboration de budgets annuels ou à plus longue échéance**, par exemple en tenant compte de critères de durabilité dans la formulation du budget
- Par ailleurs, les mesures visant à **verdir les financements obtenus aux conditions du marché** (par exemple les produits financiers et les services offerts par les banques, les compagnies d'assurance et les sociétés de crédit-bail) peuvent être intégrées dans les solutions de RFE



# Instruments RFE dans la domaine de la gestion durable des écosystèmes naturels

- **Les écotaxes** et **les redevances environnementales** prélevées par exemple sur les émissions, l'exploitation des ressources en eau, décharges, ressources (matières premières, minerais, ressources naturelles), produits préjudiciables à l'environnement (matériel d'emballage, pneus, pesticides, batteries, etc.)
- **Autres instruments fiscaux** tels que les droits différentiels sur les importations, le taux différencié de la TVA, etc.
- **Les subventions écologiques** telles que l'aide aux investissements, les prêts concessionnels, les intérêts bonifiés, etc.
- **La réforme des subventions préjudiciables à l'environnement**, (agriculture)
- Les mesures visant à **“verdir” les processus d'élaboration de budgets annuels ou à plus longue échéance**, (inclusion systématique du secteur écosystèmes naturelles dans le processus budgétaire)
- **verdir les financements obtenus aux conditions du marché** (par exemple compte bancaire vert, fonds d'investissement verts)



# Les projets de subventions vertes en Europe de l'Est

- la plupart des pays d'Europe centrale et de l'Est ont mis en place des fonds intégrés pour l'environnement. Ces fonds :
  - sont financés au moyen de taxes d'affectation spéciale ou de redevances de pollution et, souvent aussi, au moyen de remboursements de prêts
  - servent à appuyer la mise en œuvre des politiques environnementales nationales et récemment, celle de la politique environnementale de l'UE aussi
  - octroient des aides aux investissements et, souvent aussi, des prêts concessionnels ou des subventions bonifiées (en vue d'adoucir les conditions liées aux prêts remboursables aux taux du marché)
- Par ailleurs, des crédits croisés "dette-nature" ont été mis en place en Pologne et en Bulgarie
- Le Fonds polonais pour l'environnement est le projet le mieux pourvu en financements en ce sens qu'il réalise annuellement plus de 1 500 millions de dollars EU en recettes (!)



# Pratique de la RFE en Maroc

- CI de la RFE: avec participation et soutien de la GIZ
- Priorités initiales du CI RFE: taxe de produits sur les emballages, taxe de produits sur les déchets électroniques, opérationnalisation du Fonds National de l'Environnement/FNE, fusionnement possible avec le FODEP
- Possibles priorités additionnelles du CI RFE : Taux différenciés en faveur des écotecnologies (TVA) et réforme des subventions préjudiciables à l'environnement au cas des gasoils et les dérivés pétroliers qui sont subventionnés (TVA sur écotecnologies↓, taux sur les produits/tecnologies polluants↑, taux sur dérivés pétroliers↑, 'tax shift' pour éviter une trop forte charge fiscale, etc.). Propositions concrètes pour la révision annuelle de la loi de finance.



# Baa Atoll Conservation Fund (Maldives)





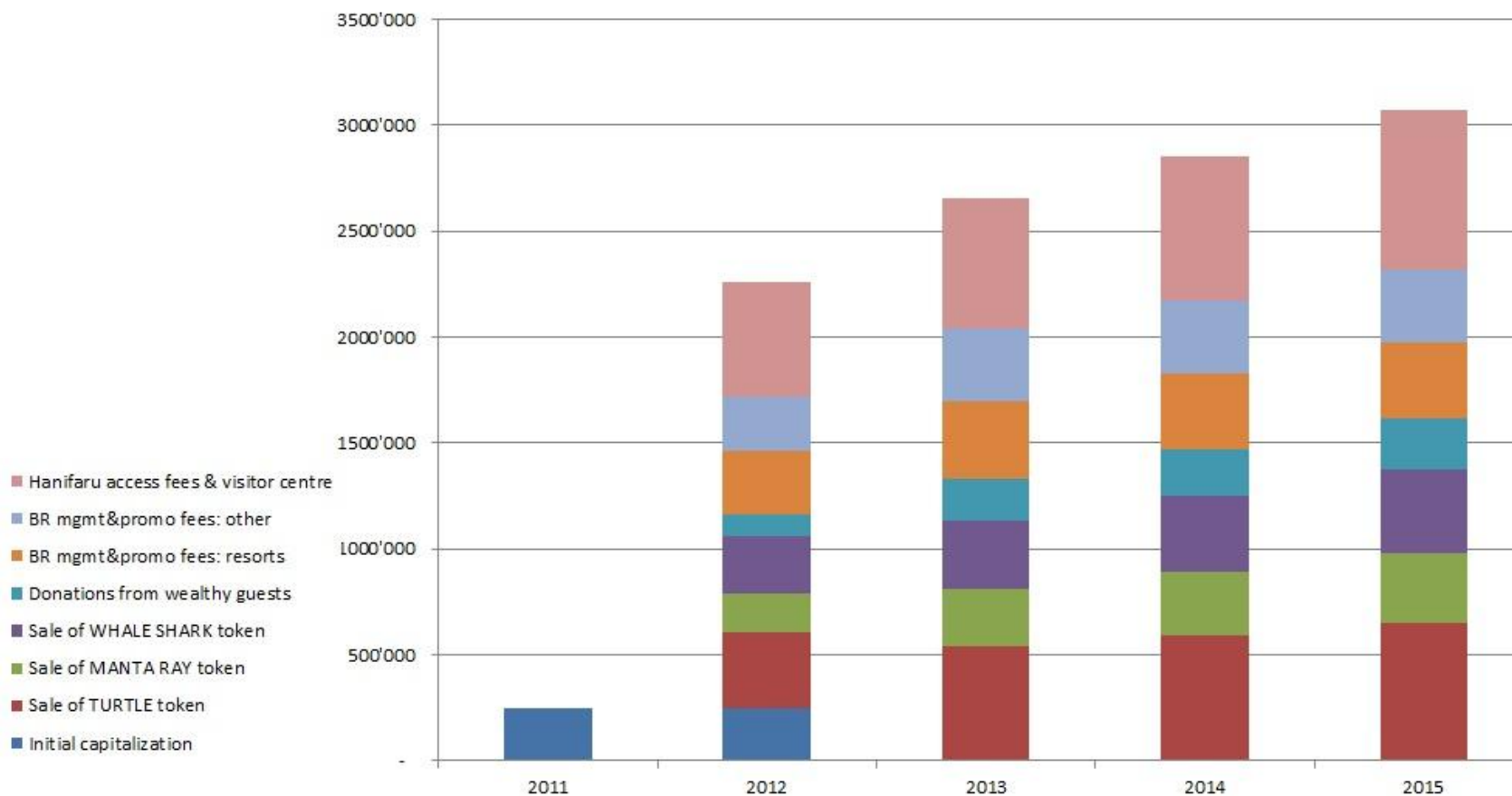
# Défi / tâche

- Activités économiques principales: tourisme, pêche
  - Environ 75% du PIB dépend de la biodiversité
  - Toujours plus de pression sur la biodiversité
  - Eco-politiques existent, mais pas sauvegardé financièrement
  - Eco-taxes difficile à introduire (il n'y a pas de taxes aux Maldives!)
  - Nomination d'une Réserve de Biosphère UNESCO au Baa Atoll attendu le juin/2011
- comment établir un Fonds de Conservation avec des revenus volontaires?



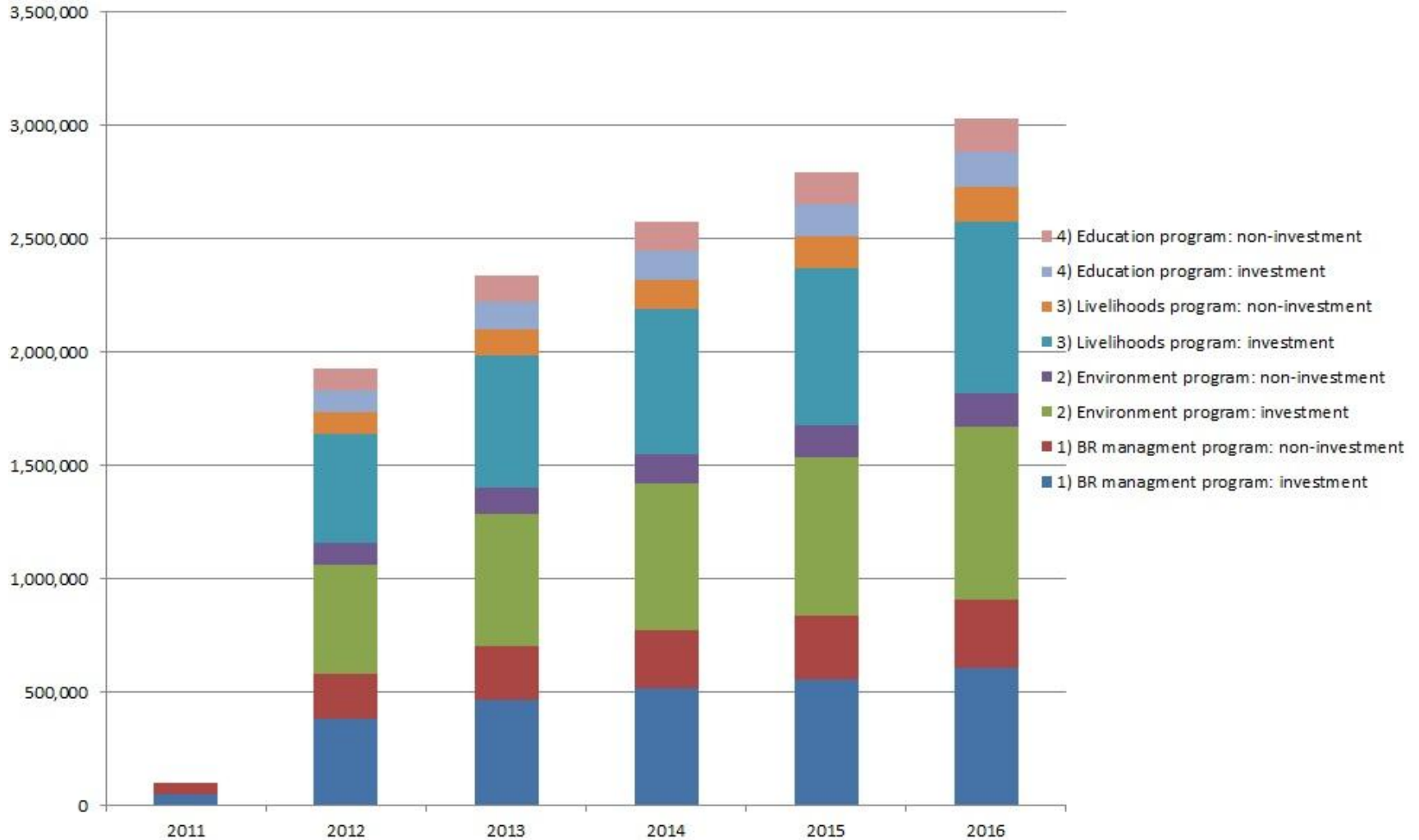


## Projected BACF revenues 2011-2015, USD





## BACF proposed annual spending program allocations , USD





# Good international practice: OECD Council Recommendation C(2006)84

International benchmark: “Good Practices of Public Environmental Expenditure Management”, recommendations adopted by OECD Council C(2006)84:

- Performance in Terms of Environmental Effectiveness
- Performance in terms of fiscal prudence
- Performance in Terms of Management Efficiency



# MERCI DE VOTRE ATTENTION!



Aequilibrium Consulting Switzerland: more than 18 years of international experience covering more than 50 countries 



Jürg Klarer · Managing Director · [jk@aequiconsult.com](mailto:jk@aequiconsult.com) · +41795078440 · Skype: <jurgklarer> · [www.aequiconsult.com](http://www.aequiconsult.com)